CINQUIÈME ANNÉE. — N° 32. **L'émancipation des travailleurs ne peut qu'être l'œuvre des travailleurs eux-mêmes.** DU 6 AU 12 AOUT 1910.

LA VOIX DU PEUPLE

JOURNAL SYNDICALISTE PARAISSANT LE SAMEDI

ORGANE DE LA FÉDÉRATION DES UNIONS OUVRIÈRES DE LA SUISSE ROMANDE

RÉDACTION ET ADMINISTRATION
PULLY-LAUSANNE
DERNIER DÉLAI POUR LES MANUSCRITS : LE MERCREDI

ABONNEMENTS
Un an, **4** fr. — Six mois, **2** fr. — Etranger, un an, **6** fr.
LE NUMÉRO : 10 CENTIMES

COMPTE DE CHÈQUES POSTAUX N° II. 416
L'argent destiné au journal peut être versé dans tous les bureaux de poste, **sans frais,** en indiquant notre compte de chèques II. 416.

MA RÉVOCATION

La bourgeoisie vaudoise, et en général, tous les réactionnaires mômiers, grimpions, arrivistes, spéculateurs et autres ennemis du prolétariat accueilleront avec plaisir, avec un indicible plaisir, la nouvelle de la grande victoire remportée par le gouvernement vaudois sur la personne de l'instituteur Duvaud que l'on sait être un des plus dangereux ennemis du désordre politique, social et économique au milieu duquel nous vivons.

L'Eglise nationale est sauvée, la patrie est sauvée, l'école est sauvée, le christianisme, le capital, l'armée et la morale, tout est sauvé! Par décision du gouvernement, l'instituteur Duvaud sera privé de son gagne-pain au 31 octobre 1910, étant donné son incontestable incapacité.

Dès l'instant que je suis destitué pour incapacité, j'aurais tort de me fâcher. J'en prends philosophiquement mon parti, et ne saurais me laisser aller au désespoir parce qu'il m'arrive d'être victime de l'ignorance et du parti pris de quelques-uns de mes contemporains.

* * *

Je n'ai pas été, à proprement parler, destitué ou révoqué, j'ai été *exécuté*. Exécuté est le seul terme qu'il convient d'appliquer à la mesure brutale qui me frappe.

Le 17 mai écoulé, alors que rien ne m'annonçait un orage prochain, je suis appelé à me présenter le lendemain 18 au Département pour y être entendu. Entendu? sur quoi?

Je n'ose affirmer que j'ai été entendu; par contre un fonctionnaire, un chef de service, et non pas le chef du Département, me fit savoir que les autorités de Cully à l'unanimité, demandaient, en application de l'article 60 de la loi de 1906, ma mise en disponibilité dans la commune de Cully.

Puis, après lecture de l'article 60, l'on me lut un interminable réquisitoire, vaste théorie d'insinuations, de suppositions, d'allusions à des faits anciens ou mal établis, de rapportages, de propos faux, archi-faux, sans que nulle part apparaisse ni le nom d'**un accusateur**, ni celui d'**un témoin**, ni une **date** précise, ni un **fait certain**. J'étais un incapable parce que quelques propriétaires, un boulanger, un épicier, un rentier, un marchand de vin, un militaire, l'avaient jugé ainsi.

Mais il y avait surtout deux choses qui jetaient sur le tout une lumière des plus intéressantes et faisaient ressortir nettement les intentions des auteurs de cette prose extraordinaire.

L'on m'accusait d'avoir jeté l'opprobre sur la contrée, sur la cité de Davel, sur le pays tout entier, en prenant à Neuchâtel, à Lausanne, à la Maison du Peuple et ailleurs la défense de Ferrer, le martyr de Barcelone, et complément forcé, obligé, prévu, l'on ajoutait sans l'ombre d'une preuve, que j'avais, à plus d'une reprise, cherché à jeter dans l'âme et le cœur de mes élèves, le doute, la méfiance, l'irréligion en un mot, en tenant sur le compte de Dieu, de Christ, de la bible et des croyants, les discours les plus insensés et les plus abracadabrants.

J'oppose à ces viles accusations le démenti le plus absolu et nous en donnerons les preuves matérielles.

Ensuite, deux rapports de police me furent lus où je retrouvais, cuisinée de la meilleure des manières, de mains de maître, je l'affirme, mon allocution aux ouvriers lausannois, du 1er mai dernier. La conversation qui suivit ne fut pas longue, la question pédagogique fut vite enlevée, et la discussion se porta tout entière sur l'affaire Ferrer, le jugement sévère que j'avais porté à cette occasion sur l'Eglise et le clergé catholique, et surtout sur mon attitude au 1er mai.

Enfin l'on me donna lecture d'un réquisitoire gouvernemental dans lequel on essayait d'établir mon incontestable incapacité. L'on ajouta qu'il y avait un dossier, des pièces; donc, tout une respectable paperasse amassée de longue date, soigneusement classée, irréfutable, indiscutable et établissant sans doute indiscutablement, que par méchanceté ou folle impulsion, je m'étais mis dans mon tort, que par une attitude incompatible avec celle qu'exigent les us et coutumes des instituteurs dignes de ce nom, j'avais attiré sur ma tête quelque dure représaille.

Il fut convenu que le Département me ferait savoir si oui ou non, et cela dans les six ou huit jours qui suivraient, je serais autorisé à prendre copie des actes d'accusation, pour présenter ma défense en due et bonne forme.

Ce oui ou ce nom qu'on me devait, on me le doit toujours.

Le temps passa, je pris patience, croyant le chef du Département occupé ailleurs, ou en vacances.

Le 28 juillet, j'ai reçu la pièce suivante :

DÉPARTEMENT
de
l'INSTRUCTION PUBLIQUE
et des CULTES, etc.

A Monsieur E. Duvaud, instituteur,
CULLY

Nous portons à votre connaissance que le Conseil d'Etat dans sa séance du 26 juillet 1910,

Sur la proposition du Département de l'instruction publique,

Vu la demande de la Municipalité et de la Commission scolaire de Cully,

Vu l'enquête instruite par le Département,

Vu le rapport dressé par le chef de service de l'instruction primaire, ainsi que les divers dossiers relatifs aux plaintes antérieures formulées contre vous,

Attendu qu'il en résulte notamment que vous négligez votre classe d'une manière grave, cela depuis un temps prolongé et que vous n'exercez plus utilement vos fonctions,

Attendu que les avertissements et les observations de la Commission scolaire et du Département sont restés sans effets,

Attendu qu'un tel état de choses ne saurait se prolonger sans compromettre sérieusement l'instruction et l'éducation des élèves qui vous sont confiés,

Faisant application des dispositions renfermées à l'article 60 de la loi sur l'instruction publique primaire du 15 mai 1906

a décidé

que vous êtes mis hors d'activité de service dans la commune de Cully, à partir du 31 octobre 1910.

Communication de cette décision est faite aux autorités de la commune de Cully.

Le chef du Département,
Cam. DECOPPET.

Résumons :

Il existe contre l'instituteur Duvaud un dossier qui ne lui a pas été communiqué, sur lequel il n'a pas été appelé à s'expliquer, renfermant des accusations malveillantes contre lesquelles il n'a pu ni organiser, ni présenter sa défense.

Jugé et condamné sans avoir été appelé devant le tribunal qui le jette à la rue, sans autre formalité qu'un simple communiqué de la décision prise, nous avons le droit et le devoir de dire que le gouvernement vaudois vient de commettre un acte de haute intolérance.

J'oppose aux allégations des autorités tant communales que cantonales le plus formel démenti.

Il y a une demande des autorités de Cully, je ne la connais pas, je n'ai pu y répondre.

Il y a une enquête du Département, j'ignore où, quand et comment, elle fut instruite, ce qu'elle renferme et quelles en sont les conclusions.

Il y a un rapport du chef de service plein d'inexactitudes, de faits vagues, cuisinés et en contradiction formelle avec les propos que me tint en classe mon inspecteur ordinaire. Ce rapport me fut lu en totalité ou en partie je ne sais, mais point communiqué; il s'étend sur plus de dix années de mon activité scolaire!!

Il y a des dossiers qui ne me furent ni lus, ni communiqués.

J'ai négligé ma classe! mensonges, calomnies!

Je n'exerce plus utilement mes fonctions! invention, absurdité à laquelle l'autorité ne croit pas elle-même.

Entendons-nous! Si je suis incapable de remplir mes fonctions à Cully, je le serai n'importe où, car mon incapacité ne saurait dépendre d'une désinence géographique.

Et que l'on veuille bien m'indiquer une localité, une autorité capable d'appeler à la tête d'une classe un instituteur mis hors de service pour les raisons sus-indiquées?

J'ai le droit de dire, d'affirmer que ce n'est point l'instituteur que l'on a voulu atteindre, mais bien le propagandiste libre-penseur et socialiste, l'homme qui crut de son devoir d'homme et d'éducateur de prêter à l'humanité nouvelle qui sort des couches profondes du prolétariat, l'appui qu'elle est en droit d'attendre de la part de tout homme de cœur.

L'on a voulu fermer cette bouche qui parlait trop, faire taire ce verbe accusateur qui dénonçait les turpitudes de l'Eglise et appelait le prolétariat à la conquête de ses droits.

Duvaud devait se taire. Au prolétariat à dire s'il assistera impassible à cette nouvelle iniquité. L'Espagne a fusillé Ferrer, les Jésuites tuent ou font tuer, les protestants casuistes et hypocrites, incapables de se mesurer face à face avec l'adversaire, vous envoient, d'un coup oblique, prémédité dans la pénombre des bureaux, dans la senteur moite de la paperasserie, rouler traîtreusement dans la misère. Ces honnêtes, ces sincères, ces pondérés en actes et en paroles, sont plus pétris d'intolérance que la cour vaticanesque.

* * *

Camarades ouvriers! Vous tous qui peinez dur pour nourrir, vêtir, loger, divertir l'interminable armée des parasites sociaux, vous laisserez-vous toujours tromper? Tomberez-vous éternellement dans les mêmes pièges? Laisserez-vous toujours vos maîtres pétrir à leur guise vos cerveaux par les mille moyens dont ils disposent, livres, journaux, écoles, églises, parlements, armée, patrie, lois et décrets, justice archaïque, impuissante, vendue aux rois de l'or, aux banquiers, à la politique, aux fonctionnaires?

* * *

Maintenant, assez parlé sur l'homme qu'on exécute.

Il y a dans la société une institution qu'on a fait dévier de son but, un organisme gangrené dans ses fibres intimes, qui se gâte, se pourrit de jour en jour, dont on a fait un instrument politique, devenant de plus en plus la pépinière où l'on élève avec la plus remarquable persistance, avec soin, méthodiquement, lentement, ce qui sera demain le grand troupeau de la chair à travail, les exploités qui vont prendre aux champs et à l'usine la place des pères esclaves que le labeur aura tués pour que se perpétue la classe des égoïstes jouisseurs détenteurs de tout capital.

L'école est un instrument de domination entre les mains des maîtres; elle est faite dans l'intérêt du bourgeois, non du prolétaire. Nous le prouverons, dans les colonnes de ce journal, en analysant successivement et par le menu, tout ce qui constitue aujourd'hui l'école de l'Etat.

E. DUVAUD, *instituteur*.

NOTRE CARNET

Les fêlés!

La prière est une belle chose, une très belle chose, une trop belle chose, mais les « chaînes de prières » sont plus belles choses encore!

Voici l'aimable oraison-circulaire que l'on nous communique :

« Seigneur Dieu de miséricorde, nous « vous implorons et nous vous conjurons « d'avoir pitié de nous, de nous pardonner « nos péchés par les mérites de votre sang « afin de vivre éternellement. La personne « qui écrira cette prière pendant neuf jours « à neuf personnes différentes aura le neuvième une grande joie et sera préservée « de toute calamité pendant sa vie (!!!)

« Quiconque refusera de propager cette « prière devra craindre le malheur (!!!)

« Ne brisez pas la chaîne, faites suivre cette prière sous lettre anonyme au suffrage des âmes. » J. M. J.

L'*Union chrétienne* a pour but le développement intellectuel du jeune homme, — oh! oui. C'est la porte ouverte sur l'asile des fous!

Et vivent les traîtres!

Dans le *Gutenberg*, — après sept mois de silence, — après un blâme flétrissant de la section typographique de Lausanne, — le rédacteur en chef prend — enfin! — ...la défense de l'ex-organe de Grosch et Greiff : le *Grutléen*. Il commence par déclarer que les reproches adressés à ladite feuille étaient plus ou moins fondés (??!!). C'est donc implicitement blâmer le blâme des typos lausannois : et d'un! Puis il « félicite sans réserve » le *Grutléen* de n'être plus à la solde des boycottés Grosch et Greiff. Ces félicitations sans réserve sont grotesques, si les reproches étaient « plus ou moins fondés » : et de deux!

Et le rédacteur (en chef) oublie de dire que si le *Grutléen* renonce, finalement, après une scandaleuse attitude, à l'argent des Grosch et Greiff, c'est que l'argent du mômier Suter l'entretiendra dorénavant. Il a changé d'acheteur, voilà tout! Et de trois!

Une opinion.

A propos de la *politique*, nous lisons dans le « Gil Blas » du 25 juillet :

« Aussitôt une action qui était propre devient sale. »

Nous ne voulons pas nous occuper de telle ou telle autre idée, pour vérifier cette assertion, mais en ce qui concerne l'idée socialiste qui suscita jadis de si beaux enthousiasmes, tant d'ardeurs généreuses, tant d'héroïques dévouements, il est évident que le jour où l'action socialiste s'embourba dans la politique, elle devint sale indécrottablement. L'arrivisme l'adopta.

Un nouveau journal...

...vient de paraître, en France. Son titre à lui seul, est un programme. Le voici :

Marions-nous! Mariez-vous!

Et ce journal dit être l'« Organe officiel (*sic*) des fiançailles. »

Cette matrimoniale gazette n'a en vue que le bon motif, le désir de procurer des liens à ses lecteurs et lectrices « dans un but purement philanthropique et social ». Elle rapprochera les moitiés de poires et en fera des fruits complets, avec toute leur saveur et tous leurs pépins. Grâce à elle, les toujours jeunes personnes mûries dans le célibat pourront espérer, chercher, trouver un remède à l'étiolement qui les dessèche comme les fleurs d'un herbier, sur la page blanche de leur vie sans histoire.

Nous souhaitons à l'organe officiel des fiançailles de nombreuses subventions. C'est sans doute son but véritable.

Christianisme militaire.

Genève a eu le privilège d'un congrès d'aumôniers militaires suisses. Aumôniers venant d'aumône, ces messieurs avaient mendié la charité de l'Etat qui s'est montré large et nous a dépouillés de cinq cents francs en leur faveur. Ces cent écus ont été convertis en victuailles, auxquelles les faméliques serviteurs du Dieu des armées ont fait le plus grand honneur. Puis nous avons pu les admirer ici ou là, notamment au Kursaal, dit-on, pimpants dans leur uniforme, beau drap, coupe excellente, travail soigné, casquette, paletot, pantalon, des plus seyants, chaussures souples, pas d'éperons... par humilité chrétienne!

L'assassin de Ferrer.

L'Espagne, qu'on croyait morte, a un sursaut de renaissance. La pensée fait des efforts gigantesques, pour être libre. Le peuple à Barcelone, à Bilbao, partout s'agite, dans l'attente du grand soir. Catholiques et anticléricaux sont sur le point d'en venir aux mains. Le prétendant don Jaime mobilise ses partisans. La guerre menace dans le Rif, au Maroc. Une transformation, grandiose peut-être, se prépare. Tout ce beau pays semble être au tournant de son histoire. Et pendant ce temps, l'avorton Alphonse XIII, à bord de son yacht l'*Hispania*, gagne aux régates de Biarritz le « prix du président de la République »!

C'est l'Ordre!

La mode de demain.

Demain, la couleur à la mode, demain, la connaissez-vous?

Demain, les rubans sur tous les chapeaux seront... rouge-satyre!

Le rouge-satyre fera rage!

Le rouge-satyre fera fureur!

Pas d'élégance possible, tout à l'heure, sans le rouge-satyre!

Vive le rouge-soleilland!

Il faut avouer que les femmes de l'Ordre, n'est-ce pas, sont de drôles typesses.

A quand, pour les hommes, les fonds de culotte Eulenbourg?

Mot de la fin.

Prolo. — Moi, je hais les exploiteurs, j'exècre les gens de luxe, qui entassent, alors que tant de travailleurs manquent du nécessaire...

Grimpionaud. — Eh bien, moi, au contraire, je recommande le calme et les accommodements. Je n'aime pas dire du mal des riches, car je ne sais pas ce que je serai un jour.

Jacques Bonhomme.

Une Ecole Ferrer à Lausanne

A l'annonce, il y a trois mois, de la révocation probable de l'instituteur Duvaud, pourchassé par les autorités pour ses tentatives de rénovation de l'enseignement à l'école de Cully, poursuivi aussi pour son activité de propagandiste libre-penseur et socialiste révolutionnaire, un certain nombre de personnes, d'opinion indépendante, travailleurs manuels et intellectuels, décidèrent de répondre par la création d'une école ouvrière.

L'idée rencontra immédiatement de chaudes sympathies, même hors de Lausanne, à Genève, Neuchâtel, Renens, etc., et une *Société de l'Ecole Ferrer* fut constituée, dont le but est double :

a) Assurer l'organisation et le fonctionnement d'une école où l'enseignement sera fait dans l'intérêt de l'enfant en même temps qu'il sera adapté aux besoins de la classe ouvrière.

b) Faire une active propagande dans le public en faveur d'une éducation basée sur les mêmes principes, et cela par tous les moyens en son pouvoir, conférences, brochures, etc. La Société s'intéressera en outre à tous les efforts faits par les instituteurs pour rénover l'école.

Disons, pour entrer dans quelques détails, que jusqu'à ce jour environ quatre-vingts personnes ont adhéré à la Société de l'Ecole Ferrer, libres-penseurs, citoyens indépendants, ouvriers. La Société n'est attachée à aucun parti, à aucune église. Elle a choisi le titre qu'elle porte en souvenir de l'homme généreux et noble qui, dans un pays d'obscurantisme terrible, avait carrément osé rompre avec le système d'éducation faite dans l'intérêt de l'Etat et de l'Eglise, et qui au contraire avait posé ce principe nouveau et grand d'un enseignement fait dans l'intérêt de l'enfant et du peuple. Les initiateurs de l'Ecole Ferrer sont d'ailleurs d'avis unanimement que l'enseignement doit viser à faire des enfants de futurs producteurs, forts physiquement, ayant de la volonté et de la clairvoyance, capables au sortir de l'école de se servir de leurs mains, de leurs yeux, de leur intelligence. C'est dire qu'on se débarrassera de la science livresque pour apprendre à connaître la vie là où elle se passe : aux champs, sur les chantiers, dans la rue, sur les routes, bref

partout où l'on travaille. C'est dire aussi qu'on ne mettra pas dans la tête des élèves des conceptions toutes faites, athéisme, christianisme, démocratie, socialisme, anarchie, etc. Ce sont là opinions que seule l'expérience de la vie, la connaissance des faits peuvent faire naître mais qu'il est inepte de la part des instituteurs de fourrer sans autre dans la tête des gosses et gosselines.

Si d'autre part, à l'Ecole Ferrer l'enseignement sera adapté aux besoins de la classe ouvrière, si même nous allons chercher à propager les mêmes principes dans le public, c'est que nous estimons qu'une civilisation régénérée ne peut être basée que sur les travailleurs; tout ce qu'il y a de sain, de sérieux, de sublime dans le mouvement d'émancipation contemporain vise à établir de nouvelles bases dans le domaine de la production. Aucun idéal plus haut d'éducation ne saurait être conçu qui ne prépare à la libération du travail.

Ainsi la nouvelle société se propose donc d'ouvrir dès le 1er novembre 1910 une classe d'une trentaine d'écoliers et dont notre camarade Duvaud aura la direction principale. Mais comme cet essai de pédagogie rationnelle et d'enseignement fait dans le plus grand respect de la personnalité des enfants n'aura en définitive qu'une portée assez restreinte — à part sa valeur immense d'expérience et de propagande par l'exemple — nous allons entreprendre une campagne méthodique contre l'instruction de l'Etat, pour la liberté des instituteurs; des cours d'hygiène scolaire seront ouverts, des cours même de pédagogie pour parents, de sorte que la Société de l'Ecole Ferrer espère bien rénover l'enseignement d'une façon générale. Œuvre de libération de l'enfance, dont les travailleurs savent l'urgente nécessité.

La base première de l'Ecole Ferrer est la suivante : les membres adhérents s'engagent à payer une cotisation régulière de cinquante centimes par mois au minimum; ou bien au moins six francs par an à l'avance; ou bien ils peuvent prendre individuellement ou collectivement une ou plusieurs parts de vingt-cinq francs. Les souscriptions particulières sont naturellement admises aussi. Jusqu'à présent nous avons pour cent cinquante francs par mois de cotisations promises. Il faudrait pour faire face aux exigences du budget une cinquantaine de francs encore. L'enthousiasme de certains camarades est tel que de simples salariés versent jusqu'à cinq francs par mois, preuve péremptoire de leur mécontentement de l'enseignement officiel et de leur désir d'une éducation nouvelle.

Et puisque j'en suis à ce chapitre du budget, il est bien permis d'avouer que pour deux ans la question du local est réglée, grâce à l'intérêt sympathique d'une dame russe. L'Ecole sera installée dans une très grande chambre, bien éclairée et aérée; une chambre attenante servira de laboratoire; un grand jardin sera utilisé pour les jeux et pour divers leçons et travaux.

Des camarades des syndicats des plâtriers-peintres et des menuisiers se sont spontanément offerts pour faire toute réparation et toute besogne que nécessitera l'installation. Des électriciens, maçons, etc., aideront de même. L'Imprimerie des Unions ouvrières s'est offerte pour faire à l'Ecole gratuitement les imprimés dont elle aura besoin.

Au point de vue du matériel scolaire et de l'œuvre pédagogique, disons aussi que des aides précieuses se sont déjà affirmées. On nous a offert des collections de pierres, des livres, des albums, des cartes et tableaux nouveaux, une excellente lampe à projections avec quantité de vues sur l'histoire du travail, des outils, du papier, etc. Un camarade médecin fera chaque semaine l'examen physique des enfants pour prévenir toute épidémie et certaines maladies. Des leçons avec exercices de sciences naturelles, des courses d'études nombreuses seront régulièrement faites. Un ami donnera aussi des séances cinématographiques pour lesquelles il gardera de superbes films sur la géographie, les voyages, les industries lointaines. Des camarades architecte, menuisier, sculpteur-mouleur enseigneront pratiquement, et autant que le matériel le permettra, leur spécialité. Et ainsi les enfants sauront se servir de leurs doigts, ils développeront leur acuité visuelle, l'ouïe, la faculté de recherche, dans le domaine de la vie réelle même.

Comme le local est hors de ville, ce qui est excellent autant pour l'hygiène que pour l'enseignement, les élèves s'y rendront pour 9 heures du matin; ils apporteront avec eux de quoi manger et ils s'en retourneront pour les 4 heures. A midi, l'Ecole leur servira une soupe chaude, du lait chaud, etc., petit repas pour lequel les parents donneront deux sous. Naturellement, aucun écolage ne sera réclamé de ceux qui ne peuvent rien donner, car nous voulons que l'école soit vraiment populaire. A tour de rôle, les enfants apprendront à faire un peu la cuisine, garçons et filles, de même que tous feront de la couture, des travaux manuels, les petites besognes d'observations météorologiques, de soins au jardin, etc., qu'une école à éducation intégrale doit organiser.

La Société de l'Ecole Ferrer est administrée par un comité de neuf membres au moins auxquels s'adjoignent toutes personnes de bonne volonté. Rien d'étroit, ni de rigide. Cette commission se divise en trois sections :

a) Une section administrative ayant pour fonctions de gérer les fonds, de percevoir les cotisations, de traiter avec des tiers, etc.

b) Une section pédagogique chargée de l'élaboration du programme d'enseignement, de l'achat et de l'entretien du matériel et de la bibliothèque, de la surveillance générale de l'Ecole. Deux parents d'élèves au moins, ainsi que l'instituteur font partie de droit de cette section.

c) Une section de propagande.

La commission présente à chaque assemblée mensuelle des rapports sur son activité, la marche de l'Ecole sera examinée; parents et sociétaires ont, au reste, tous les droits de contrôler la gestion de la société et le travail des sections quand que ce soit. C'est le fédéralisme le plus complet, ce qui institue de suite des mœurs de franchise et d'égalité, de collaboration active entre tous les intéressés.

Tels sont les principes, le but, les bases et le fonctionnement de la Société de l'Ecole Ferrer, réponse vivante, si l'on peut dire, toute de dignité, sortie du peuple à l'adresse des répugnants dirigeants bourgeois. Tous les travailleurs de Lausanne, et même du dehors, auront à cœur de soutenir activement cette institution si profondément rénovatrice.

Un père de famille.

P.-S. — Pour tout ce qui concerne la Société de l'Ecole Ferrer, dont la vie n'est point tout à fait assurée encore, s'adresser au camarade Jean Wintsch, médecin, Rosemont, avenue d'Ouchy, Lausanne, qui fonctionne comme caissier.

L'Ecole de l'Avenir

Pour combattre ou améliorer la nature, l'homme a créé l'industrie. C'est aux ateliers qu'il faut étudier l'industrie. L'école doit être unie à une série d'ateliers, qui la transformeront et sur lesquels elle réagira à son tour. Les ateliers de l'avenir seront comme l'école qu'ils entourent, des lieux d'instruction et de travail attrayants. Ils seront les principaux facteurs de bonheur de tous, au lieu d'être ceux de l'écrasement de la masse pour l'égoïste jouissance de quelques-uns. *Paul ROBIN,*

Ancien directeur de Cempuis.

FÉDÉRATION DES UNIONS OUVRIÈRES

DE LA SUISSE ROMANDE

Le Congrès

semestriel aura lieu le dimanche 14 août, à 10 heures du matin, à l'Hôtel du Mont-Blanc, à Renens.

ORDRE DU JOUR

1. Rapport du comité fédératif.
2. — des Unions ouvrières.
3. — de l'Imprimerie.
4. — de la *Voix du Peuple.*
5. — du Service de Librairie.
6. Politique et syndicats.
7. Le christianisme social et le mouvement révolutionnaire.
8. Rôle des Unions ouvrières.
9. Désignation du lieu du prochain congrès et divers.

Nous adressons un pressant appel aux camarades de toute la Suisse romande et nous comptons sur une nombreuse participation de leur part à cet important congrès. *Le comité fédératif.*

DANS LES ORGANISATIONS

LA CHAUX-DE-FONDS

Dans notre avant-dernier numéro, un de nos correspondants de la cité montagnarde reprochait, en passant, au Cercle ouvrier, de continuer à débiter de la bière boycottée. Le comité du Cercle ouvrier nous envoie la lettre suivante, en date du 27 juillet :

Le camarade qui a mis au courant les lecteurs de la *Voix du Peuple* au sujet du débit de bière au Cercle ouvrier aurait pu prendre des renseignements plus justes auprès du tenancier ou du comité. Depuis que le boycott de la bière a été prononcé, nous n'avons pas acheté de bière et nous avons simplement débité une partie de celle qui nous restait. Depuis quinze jours, nous n'en débitons plus du tout.

Pour le comité du Cercle ouvrier,
Paul ROSSELET.

RENENS

Il serait grand temps que des militants syndicalistes vinssent s'occuper sérieusement de ce qui se passe ici dans quelques fabriques. Je vous réponds qu'il y a du bon travail à faire.

A la Société anonyme de la Briqueterie et Poterie de Renens, certains abus se produisent. Cette usine occupe 80 ouvriers, dont 25 à 30 Italiens. Les autres sont des paysans des villages environnants, dont quelques-uns ont conservé leur lopin de terre. Les salaires varient entre 38 et 40 centimes l'heure, pour la plus grande partie des ouvriers. Il y a une dizaine de « défourneurs » et d'« enfourneurs » qui travaillent aux pièces. Ceux-là font des journées qui vont parfois jusqu'à dix-huit heures, et cela dans une température torride vu le voisinage immédiat des fours. En s'exténuant, ils arrivent à sortir d'assez fortes journées. Les « cuiseurs » ont un salaire de 48 à 50 centimes l'heure. Il y a un maçon à 50 centimes l'heure et un mécanicien payé au mois.

A chaque instant il faut faire des heures supplémentaires et cela sans aucune augmentation de traitement. Le maçon doit parfois travailler une grande partie de la nuit pour des réparations à l'intérieur des fours. Comme on n'a pas le temps de les laisser refroidir, le malheureux doit pénétrer dans les fours et y accomplir sa besogne malgré une chaleur épouvantable, qui monte jusqu'à 70 degrés parfois.

Et aucune organisation pour mettre un frein à cette exploitation. Il faudrait tenter quelque chose de ce côté; car je ne crois pas que les ouvriers de l'usine osent en prendre l'initiative sans se sentir encouragés du dehors. Aussi je signale notre situation à l'attention des camarades dévoués qui seraient disposés à nous donner un coup de main et jeter les bases d'une organisation du personnel de l'usine. Il n'y a qu'à s'adresser à la rédaction de la *Voix,* qui nous mettra en rapport.

Un futur syndiqué.

GENEVE

Les coiffeurs ont manifesté, pour la fermeture des magasins, le dimanche, et ont fait une tournée en ville, suivis par un essaim de mouches. M. Perrier, ancien paveur, et poseur notoire, actuellement et jusqu'à nouvel ordre directeur de la police centrale, avait établi « son quartier général » au poste des Trois-Perdrix. Les dames de la Tour-de-Boël ont donc pu l'admirer à leur aise.

La tournée des salons de coiffure s'est accomplie sans incidents notables. Chez M. Fischer, cependant, le patron a mis à la porte la police qui avait eu le toupet de suivre la délégation des ouvriers. Toupet! disons-nous, car il faut un fier toupet à la flicaille pour se mêler de ce qui ne la regarde pas. Il s'agit de questions de travail, à débattre entre patrons et ouvriers coiffeurs, et cette bande de mouches suivant la délégation ouvrière pour chercher à l'intimider ou à intervenir là où elle n'a que faire, sa place étant sur les fumiers et non derrière d'honnêtes travailleurs, n'est-ce pas le spectacle le plus grotesque, le plus répugnant, le plus absurde et le plus démocratique qui soit? Spectacle bien digne de ce parvenu Perrier qui se figure que la liberté est morte parce qu'il vit encore! Pauvre guignol!

LAUSANNE

L'Union ouvrière et le Syndicat des manœuvres et maçons fédérés avaient organisé, le mercredi 27 juillet, une assemblée publique à la Maison du Peuple. L'objet à l'ordre du jour était la grève des ouvriers de la Paudèze. L'assistance n'a pas été nombreuse. Cela se comprend lorsqu'on pense aux multiples réunions qui ont lieu un peu partout à Lausanne, et à la difficulté d'intéresser les ouvriers à un mouvement en dehors de la localité. Néanmoins un camarade de l'Union ouvrière a fait un exposé de la situation, recommandant à tout le monde de ne pas oublier les collègues de Paudex et de les appuyer efficacement. Un gréviste présent à l'assemblée a déclaré que tout marche très bien sans défaillance aucune. La construction d'une nouvelle cheminée destinée à assurer une production intense, est presque achevée. A ce moment, il faudra bien que la direction de l'usine se décide à traiter avec son personnel, car le concours de celui-ci sera indispensable.

* * *

Le mardi 3 août, malgré une pluie diluvienne, une foule nombreuse, répondant à l'appel de l'Union ouvrière, emplissait la grande salle de la Maison du Peuple. Il s'agissait de protester contre la mesure inique dont est victime le camarade Duvaud. Tour à tour furent applaudis les camarades Otto Karmin, secrétaire général de la Libre Pensée suisse; J. Devincenti; Duvaud, instituteur; Jean Wintsch, qui a surtout parlé de la création, à Lausanne, d'une Ecole Ferrer. A l'issue du meeting, une trentaine de nouveaux membres se sont fait inscrire à la Société de l'Ecole Ferrer.

Socialisme mômier!

La *Sentinelle* est ce remarquable journal « socialiste » de notre bonne ville de La Chaux-de-Fonds, par lequel M. le pasteur Pettavel fait passer les mômeries qu'il juge un peu grosses pour sa *Feuille du dimanche.* Donc la *Sentinelle* vient de publier un article débordant de sympathie sur les piétistes d'Outre-Manche, les Keir Hardie et autres parlementaires anglais qui s'efforcent de détourner le socialisme de l'intégrale émancipation du prolétariat pour en faire un instrument de conservation religieuse. Comme en Angleterre les « pettavellistes » sont nombreux, vous pensez bien qu'ils ne réussissent que trop dans leur œuvre d'obscurantisme. Ceci nous explique la joie des mômiers de la *Sentinelle.*

Ledit article est reproduit d'un journal, la *Solidarité,* d'Alais. Ce qu'est ce dernier canard, vous le devinez sans peine. Les bondieusards de l'Union chrétienne qui cuisinent la *Sentinelle* lisent et relisent la prose mômière. Mais ils sont d'une roublardise à dérouter les jésuites.

C'est ainsi que pour faire passer ledit morceau qu'on trouvait tout de même un peu fort, on l'a fait suivre d'un article de la *Libre Pensée* sur l'espionnage russe. De la sorte, les « socialistes », qui ne demandent qu'à être bernés, ne manqueront pas de dire : « Voyez donc la *Sentinelle,* quel journal! La preuve qu'on n'y est pas cagot, c'est qu'on y cite la *Libre Pensée*! » Après cela, on ignorera ou l'on feindra d'ignorer que ces messieurs sont de déterminés adversaires de la laïcité des écoles.

Donc, l'article cité, je dis l'article mômier que le pasteur Pettavel a fait passer à la *Sentinelle* pour y être inséré, parlait de la réception des chrétiens anglais par les socialistes de Lille, ayant à leur tête le *Quinze-Mille* Delory. Voici un passage caractéristique :

« Dans le cortège, les pasteurs de Lille, « Roubaix, Tourcoing. Et enfin, mêlées « aux drapeaux rouges, des oriflammes « géantes sur lesquelles on lisait des ins« criptions comme celles-ci : *Nous repré« sentons 500,000 travailleurs qui adorent « Jésus. — Notre propagande a pour « base l'esprit de Jésus. — Nous procla« mons la paternité de Dieu et la frater« nité des hommes. — Jésus est notre « Maître et notre Guide,* — etc., etc. »

Il semble cependant bien que si les socialistes lillois n'ont pas cru pouvoir se refuser à recevoir leurs « camarades » mômiers anglais, ils ont été quelque peu gênés... Il a fallu que ce fût le « camarade » Paul Passy, un autre mômier de grande envergure, qui leur répondît et les félicitât « de leurs *courageuses* déclarations »!

Voici encore un passage délicieux :

« Mais il y a plus : aux discours succè« dent les chants; et, alors se passe cette « chose inouïe : des cantiques tels que « *Debout pour Jésus!* alternent avec « les plus belles strophes » de l'*Internationale!*»

Eh bien! après celle-là, relisez, je vous prie, les inscriptions des oriflammes : *les 500,000 travailleurs qui adorent Jésus, l'esprit de Jésus, Dieu le Père, Jésus notre Maître et notre Guide,* et là-dessus le cantique *Debout pour Jésus!* Toute cette grotesque parade ne sent-elle pas son salutisme à plein nez?

Et voilà bien à quoi les pettavellistes de la *Sentinelle* sont arrivés : célébrer avec enthousiasme la main-mise sur le socialisme de l'esprit le plus mômier qui soit!

Ensuite je demande : qu'est-ce que « les plus belles strophes » de l'*Internationale?* Celle où l'on dit :

Il n'est point de sauveur suprême,
Ni Dieu, ni césar, ni tribun!

en est-elle? Et l'a-t-on chantée? Si on l'a chantée, je demande à connaître le nez qu'ont dû faire les mômiers anglais, ces « chrétiens convaincus qui, que...» A qui voudra-t-on faire croire qu'il soit possible de chanter, puis d'écouter des choses aussi brutalement contradictoires, d'un côté *Debout pour Jésus!* et de l'autre *Ni Dieu, ni césar, ni tribun!* Répondre à la strophe mômière par la strophe athée, ce n'est pas fraterniser, c'est prendre une attitude violemment agressive.

Mais il y a cent à parier contre un, que la strophe athée, celle de l'intégrale révolte n'a pas été chantée... Et alors? tolérance? Non, lâcheté! En face de gens qui déployaient avec ostentation leur drapeau, on a soigneusement mis le sien dans sa poche. Je le répète sans équivoque, cela ne s'appelle pas tolérance, cela s'appelle lâcheté.

Enfin, il y a dans l'*Internationale* un fort beau couplet, celui qui est gentiment adressé aux généraux; celui-là, les socialistes lillois l'ont-ils chanté? S'ils l'ont chanté, je demande à connaître encore une fois le nez qu'ont dû faire les English mômiers qui sont, on le sait bien, de déterminés militaristes? On ne l'a donc pas chanté ce couplet-là, le bon, le vrai couplet de l'*Internationale.* Il n'y a pas de quoi faire les fiers!

Vive donc le caractère! Vivent les principes!

Oui, mais en attendant, les unionistes chrétiens de la *Sentinelle* poursuivent leur œuvre. Aussi les cafards les plus authentiques décrochent sans peine la timbale. Les Breguet, les Graber, les Dubois font servir le socialisme aux fins du millionnaire mômier Pettavel.

Camarades ouvriers, vous laisserez-vous toujours berner par les endormeurs « à la Jésus »? Voilà tantôt deux mille ans qu'on vous a servi cette denrée-là. Ne pensez-vous pas que vous avez été dupés assez longtemps? Envoyez donc ballader ces farceurs, et passez vous-mêmes à des exercices plus utiles! *Un Rouge.*

La brebis ne choisit ni ses tondeurs, ni ses bourreaux; mais l'électeur nomme ses députés.
(*Gommonweat.*)

La TRIBUNE DE GENÈVE distribue du 13 p. 100 à ses actionnaires. Que fait-elle pour ses ouvriers? Elle les met sur le pavé après vingt-cinq ans de service.

A la Maison du Peuple DE GENÈVE

Le docteur Wyss, ex-samaritain, a — enfin! — répondu (?) à nos critiques sur la gestion de la susnommée.

Nous espérions le fameux bilan tant réclamé, ou au moins une promesse d'éclaircissement de comptes, mais rien!

« Sous peu on nous dira si les administrateurs ont bien ou mal travaillé », telle est la comique réponse que fait le docteur Groupe.

M. le docteur Wyss a une étonnante facilité de pirouetter, pour ne pas répondre aux questions gênantes. Aussi a-t-il peur de se buter contre « des murs ». Fils d'Esculape, il ne devrait pas craindre de se faire une ecchymose; mais les atouts qu'il pourrait recevoir lui font peur cependant!

Qu'il le veuille ou non, nous lui ferons remarquer que nous avons collaboré à la Maison du Peuple, tout aussi bien que lui, si ce n'est mieux, et cela jusqu'au jour où l'on ne respecta plus notre idéal.

Quant à l'épithète de confusionniste dont nous gratifie si aimablement le docteur Wyss, nous pensons qu'il est mal venu de nous proposer sa personne comme exemple, car si la confusion existe dans cette institution, c'est grâce à lui. La confusion, elle est dans les lâches dessous et compromissions aristocratico-mômières et pardessus tout elle est dans les comptes de la Maison du Peuple, comme elle le fut dans ceux de l'Imprimerie ouvrière, au moment de sa faillite! Faut-il préciser???

Et quant à dire que nous sommes incapables de mettre debout une œuvre ouvrière quelconque, nous sommes prêts à comparer. Le sieur Wyss accepte-t-il le débat? On pourra convoquer la coopérative des couvreurs, par exemple, et les samaritains.

Nous ne cherchons pas un bouc émissaire, nous voulons ignorer toute personnalité; mais nous estimons que le fait d'expulser ceux des militants qui, indignés, écœurés par la mauvaise gestion actuelle, ont réclamé, n'est pas une réponse, pas plus que l'article suant l'embarras du dictateur Wyss. Il est vrai qu'il est plus facile de traiter son monde de « bas étage », que de répondre aux questions posées. Madame de la Rive et Mademoiselle de Morsier seront satisfaites!

On se réfugie derrière l'assemblée générale, qui devra dire si l'administration a bien ou mal travaillé. Nous vous ferons remarquer que l'assemblée ignore la plupart des faits qui se sont passés; vous leur avez menti, et vous mentirez encore comme vous avez menti toujours et partout où vous avez passé, docteur, jusqu'à ce qu'on vous mette à la porte.

Aussi réitérons-nous nos questions :

1. Quand verrons-nous un bilan, qui soit et qui puisse être vérifié par des experts et accepté sans restrictions?
2. Quels sont les fautifs? pour quelles causes, les comptes sont-ils embrouillés au point que l'on ne puisse y voir clair?
3. Où a passé l'argent — et comment remboursera-t-on les syndicats que vous allez exclure, d'après le nouveau règlement?
4. Pourquoi a-t-on supprimé le mot *communiste* dans les nouveaux timbres et entêtes de lettres de la maison? Car, auparavant, cela s'appelait : « Cercle coopératif-communiste », et maintenant : « Association du Cercle coopératif de Genève».
5. Quels personnages non-ouvriers font-ils dans l'ombre partie de cette « association » ?
6. L'assemblée générale a-t-elle approuvé cette manière de faire? Non. Elle n'en sait rien. C'est un coup d'Etat, une violence audacieuse qui repose sur une longue hypocrisie.

Aussi nous arrêterons là pour le moment, et nous avons l'honneur de signer ce que nous écrivons. M. le docteur, avez-vous toujours signé? Pourquoi vous a-t-on appelé un jour : docteur Groupe?

Nous vous servirons bien deux cents signatures, nous, si vous le désirez.

Les bourgeois, dans leur haine contre nous, nous font rire ou nous révoltent. Vous, vous nous écœurez.

Les camarades soussignés déclarent approuver les articles déjà parus dans la *Voix du Peuple,* concernant la mauvaise administration de la Maison du Peuple de Genève. Ils approuvent entièrement l'article qui va paraître et qui est d'ailleurs soumis à leur approbation.

Note de la réd. — L'article qu'on vient de lire est accompagné d'attestations signées par une trentaine d'ouvriers syndiqués, appartenant pour la plupart au comité de leur syndicat, membres ou actionnaires de la Maison du Peuple. Les signataires attestent le bien-fondé des critiques parues ici-même et visant les dirigeants actuels de la Maison du Peuple. Vu le manque de place, nous ne pouvons reproduire tout au long ces attestations et nous nous bornons à les tenir à l'entière disposition de tous ceux que cette question intéresse.

LA MORALE BOURGEOISE

La scène se passe dans le salon de M. Lebœuf-Miroton — un million de fortune — conseiller général en province.

C'est un homme bedonnant et chauve, d'une cinquantaine d'années. Son fils unique, Daniel, sort du lycée, et a dix-huit ans.

LE PÈRE. — Je t'ai fait appeler, mon fils, parce que j'ai des choses graves à te dire... Qu'est-ce que ta mère m'apprend? Comment, je t'avais donné, hier, une pièce de cinq francs toute neuve pour t'amuser, pour faire le jeune homme, en te priant toutefois de ne pas dépenser cet argent, et l'on m'affirme que tu n'as rapporté à la maison, hier soir, que quarante-cinq sous!... Quarante-cinq sous!... Symptômes graves, mon enfant, et qui ne trompent point un cœur de père!

LE FILS. — Heu! Heu!

LE PÈRE. — A quoi as-tu dépensé cet argent?

LE FILS. — Heu! Heu!

LE PÈRE. — Certes, je comprends qu'à ton âge on ait des besoins... Moi aussi, j'en ai eus! Seulement, ça ne me coûtait rien.

LE FILS. — Oh! papa, ce n'est pas ce que tu crois!

LE PÈRE. — On dit cela!... Mais les femmes sont si perverses, si coûteuses surtout!

LE FILS. — On ne peut tout de même pas se faire entretenir!

LE PÈRE. — Moi, je n'ai jamais rien dépensé avec les femmes. Et pourtant, je suis arrivé à une belle situation... Mais toi, tu as une mauvaise nature, je m'en aperçois bien... Tu n'es qu'un polisson, un galopin, un précoce débauché, un dévergondé en herbe.

LE FILS. — Tu exagères, papa; je ne suis pas ce que tu dis.

LE PÈRE. — Ne m'interromps pas à chaque instant, s'il te plaît... Tiens-toi tranquille et écoute les conseils que me suggère mon expérience... L'amour ne doit jamais rien coûter, tel est mon avis. N'est-ce pas le plus beau, le plus noble, le plus suave sentiment qui soit jamais éclos dans le cœur de l'homme? L'amour, mais c'est l'union idéale de deux êtres jeunes et beaux, l'intégrale fusion de deux puretés, de deux aspirations chastes! C'est l'Amour, enfin! L'argent n'a rien à voir avec l'amour.

LE FILS. — C'est bien ce que je me suis toujours dit.

LE PÈRE. — Ne m'interromps pas, sapristi!... Ecoute-moi respectueusement, comme doit le faire un bon fils en présence de l'auteur de ses jours... Dans un mois tu vas te rendre à Paris pour y faire ton droit. Ce sera le moment de profiter de mes conseils. Je te recommande donc d'éviter la fréquentation des courtisanes, des éthaïres, des femmes de mauvaise vie enfin... D'ailleurs, je ne te donnerai que juste ce qu'il faudra d'argent pour acheter des livres... Donc, c'est bien entendu, pas de femmes de mauvaise vie; elles coûtent trop cher!

LE FILS. — Mais, qu'est-ce au juste, papa, que ces femmes dont tu parles?

LE PÈRE. — Ce sont des sirènes, mon fils.

LE FILS. — Ah! oui, je sais... J'en ai vu sur les bateaux.

LE PÈRE. — Ne te paie pas ma tête, s'il te plaît... Les sirènes dont je te parle ne sont point faites de métal; elles se présentent à nos yeux en chair et en os. Elles mugissent moins fort, mais elles n'en sont que plus terribles... Les sirènes, mon fils, ce sont des filles de joie... On les nomme ainsi par ironie sans doute, car elles font un bien triste métier.

LE FILS. — Pas si triste!

LE PÈRE. — Lugubre, mon enfant! Funèbre même, si j'ose dire ainsi... D'ailleurs, il y a des degrés dans leur ingnominie... Ainsi, les pierreuses sont tout simplement abjectes. Ce sont ces femmes en cheveux qui encombrent les trottoirs dans certains quartiers de la capitale... Ah! les abominables, les méprisables mégères! Passons...

LE FILS. — Passons...

LE PÈRE. — Si je ne craignais pas de me montrer trop sévère à leur endroit, bien qu'au fond elles ne soient point un objet de scandale, je mettrais sur le même pied que les pierreuses ces autres femmes prostitutionnelles qui s'habillent de satin dans les maisons publiques et qui... Mais passons...

LE FILS. — C'est de satin qu'elles sont habillées, dis, papa?

LE PÈRE. — Cela ne te regarde pas... Laisse-moi finir... Parmi les femmes de mauvaise vie, on peut encore citer les demi-mondaines. Cette variété est la moins nombreuse, mais c'est la plus économique pour un jeune homme... On m'a cité le cas d'un jeune homme qui a fait toutes ses études de médecine à Paris, en déjeunant et en dînant chaque jour chez une demi-mondaine... C'était un garçon sérieux. Il fait le plus grand honneur à ses parents, et est en passe de devenir un des meilleurs disciples d'Hippocrate.

LE FILS. — Mais, c'était un «dos vert», cet étudiant!

LE PÈRE. — Quelle erreur, mon enfant! C'était un brave jeune homme, au contraire, et très intelligent... Il était nourri, blanchi, et sans doute couché chez cette femme, mais il ne recevait probablement point d'argent d'elle... C'était un garçon sérieux et économe. Il a bien dû économiser dans les vingt mille francs à sa famille!

LE FILS. — En résumé, papa, qu'est-ce qu'il faudra que je fasse à Paris?

LE PÈRE. — C'est bien simple... Evite par-dessus tout de donner de l'argent aux femmes!... Si tu n'as pas la chance d'être prisé par une demi-mondaine, jette ton dévolu sur une jeune ouvrière... Sois assez adroit pour t'en faire aimer, mais sans que cela ne te coûte un sou, bien entendu.

LE FILS. — Je voudrais bien avoir pour amie une ouvrière... Il y en a qui sont si jolies!

LE PÈRE. — Assurément... Et c'est si facile à s'en débarrasser quand les études sont finies! On les plaque pour une raison ou pour une autre, et on retourne dans sa province contracter un mariage riche!... C'est l'histoire de tous les jours.

LE FILS. — Mais, l'ouvrière, elle, qu'est-ce qu'elle deviendra?

LE PÈRE. — Ce qu'elle pourra... Elle fera la noce, si elle ne peut pas vivre autrement... A cela, nous ne pouvons rien... Et, si elle est malheureuse, la faute doit en incomber à elle seule... Après tout, elle n'avait qu'à ne pas se laisser suborner!... Bref, si tu as des maîtresses, quelles qu'elles soient, le principal, c'est que tu t'arranges pour qu'elles ne te fassent pas dépenser un radis... Fais-toi aimer pour toi-même! Ce sera plus agréable et beaucoup plus économique... Pas un radis aux femmes, tu entends bien? Pas un radis!...

LE FILS. — C'est compris, papa... J'ai d'ailleurs senti depuis longtemps que tu as raison...

LA MÈRE. — Quel malheur!... Ah! le misérable!... Sais-tu ce qu'il a fait, ton fils, notre fils?... Daniel, enfin, sais-tu ce qu'il a fait?... Ah! le gredin!... Eh bien, notre fils a rendu enceinte sa cousine!... Oui, enceinte!... Une cousine qui n'a pas le sou!

LE PÈRE. — Tu as fais cela, saligaud?

LE FILS. — Bien sûr, papa... Mais tu peux être tranquille; j'ai suivi ton conseil. Avec ma cousine, tu sais, ça ne m'a rien coûté, absolument rien, pas un radis!

DIXELLES.

Extrait de *Génération consciente*, 27, rue de la Duée, Paris XX^e^.

Instruis-toi

VIENT DE PARAITRE:

Œuvres de Michel Bakounine, tome IV, 3 fr. 25 franco.

A bas les morts! brochure anti-religieuse, par E. Girault, 10 cent. franco.

A bas Biribi! numéro spécial de la *Guerre sociale* consacré entièrement aux bagnes africains, 20 centimes franco.

En vente au Service de librairie des Unions ouvrières, Pully-Lausanne.

UNE EXPÉRIENCE
syndicaliste

II

En 1891, le Syndicat national des chemins de fer français, de fondation toute récente, n'était guère vigoureux hors Paris et deux ou trois centres importants. Ses militants, plus courageux qu'avisés, étaient hantés par l'idée qu'au premier acte de grève accompli par un groupe, toute la corporation allait suivre. Ils avaient trop vécu dans une atmosphère favorable aux coups de fortune. Escomptant à l'avance la bienveillance de la presse, de plus en plus vendue pourtant aux ploutocrates leurs maîtres, les camarades de Paris décidèrent la grève sans même s'assurer au préalable le concours des cheminots de province. Quelques groupes seulement cessèrent le travail ici et là. Les compagnies réduisirent promptement la grève, jetant sur Paris des employés racolés sur tous les points du territoire. Et les grévistes furent remplacés. Selon l'expression d'un militant, la province marcha sur Paris pour rétablir l'ordre! Je me souviens qu'étant alors à Pontarlier, nous n'y apprîmes les événements de Paris que le surlendemain seulement.

Les grévistes restèrent sur le carreau, et le Syndicat national, promptement reformé, tant était intense la vigueur du mouvement ouvrier vers ces années 1890 à 1898, traîna longtemps dans son programme la demande en réintégration dite « amnistie économique » des victimes de la grève de 1891.

Malgré cet échec, le Syndicat national reprit rapidement l'action. Vers 1893, il présenta son programme complet de revendications, encore à réaliser aujourd'hui. En 1895, il apparaissait redoutable, à tel point que les sénateurs Cordelet, Merlin et Trarieux, alarmés de ses progrès, déposèrent un projet de loi supprimant le droit de grève pour tout employé des services publics et punissant de prison l'appel à la cessation du travail.

Le Syndicat national invita la classe ouvrière — le congrès ouvrier de Nantes (1894) venant de voter le principe de la grève générale — à se joindre à lui pour défendre le droit légal de grève. Son propre congrès, réuni à huis clos le 28 avril 1895 au Globe, à Paris, sur la proposition de la section de Vendôme, décida la grève générale immédiate au cas où la loi Cordelet-Merlin-Trarieux serait votée. Le Sénat battit en retraite. S'il n'avait pas cédé, la grève aurait-elle réussi? Nous ne savons; mais, pour qui a vécu cette époque, l'entrain était merveilleux.

Les cheminots organisaient aussi des congrès internationaux autrement qu'à la manière d'aujourd'hui. Quoique entravé par les réformistes de la social-démocratie allemande, le congrès international de Milan de cette même année 1895 préconisa l'action simultanée de tous les réseaux de l'Europe centrale. C'est au cours de ce congrès que des délégués italiens furent incarcérés entre deux séances. Un comité spécial fut même chargé de préparer cette grève internationale des transports. Le chef du gouvernement italien, Crispi, mit fin à ses travaux en dispersant ses membres et en saisissant les fonds (1898).

Il est certain que des bonshommes comme Guérard, le secrétaire français, ou Sourbeck, le secrétaire suisse, vulgaires politiciens nationalistes, firent tout ce qui était en leur pouvoir pour entraver l'entente internationale et le mouvement d'ensemble. Questionné par moi-même l'un et l'autre, ils ont prétendu n'avoir pu obtenir mutuellement réponse à leurs correspondances. La Suisse partit la première (1896-97), la France et l'Italie temporisèrent jusqu'en 1898 pour se faire vaincre piteusement en détail. Quoi qu'il en soit, Guérard, jusque-là socialiste révolutionnaire enragé, théoricien admirable de la grève générale, commença à jouer double jeu. Aucun parti sérieux ne fut tiré de l'acte énergique de 1895. Sous l'éternel prétexte d'attendre l'adhésion de nouveaux syndiqués, qu'une inaction systématique était bien loin d'amener au syndicat, Guérard traînait la dignité de son organisation du cabinet des directeurs de compagnies à celui des ministres, où il était introduit par tous les politiciens tarés de France et de Navarre, tout comme l'eût fait l'envoyé d'un syndicat de mendigots.

Tout cela nous amena jusqu'à l'époque de l'affaire Dreyfus, coïncidant avec une apparente prospérité économique qui favorisa la poussée des grèves de 1898.

L'idée de grève générale prenait corps, propagée avec entrain par un comité spécial qui adhéra au groupement né de l'agitation Dreyfus, dit « Coalition révolutionnaire, socialiste et anarchiste ». Guérard fréquentait ce groupement. Il s'y distingua du reste par une allure plus qu'étrange.

Le Syndicat national, dans son congrès du 30 avril 1898, vota la grève générale; 54 groupes étaient pour, 13 contre et, enfin, 28 groupes, n'ayant pas mandaté leurs délégués sur cette question inopinée, s'abstinrent.

Le congrès donna mandat formel au conseil d'administration d'exiger des compagnies une réponse aux revendications de 1893. Comme toujours, la démarche fut vaine; mais, au lieu de donner immédiatement le signal de l'arrêt du travail, le conseil *crut devoir*, au préalable, consulter à nouveau les groupes pour connaître leur état d'esprit.

Ce fut une majorité nouvelle pour la grève.

Le conseil décida donc la grève pour le 14 octobre 1898, *cinq mois après le vote formel du congrès.*

Quand je me remémore ces épisodes, un rapprochement invincible se fait dans mon esprit avec l'attitude *actuelle* du conseil d'administration, où trônent encore plusieurs guérardistes avérés. Puissé-je m'abuser cependant. Pourtant, sait-on que Guérard, secrétaire maintenant déchu, a émis tout récemment, dans une conversation particulière, l'avis que les compagnies pourraient bien diviser les ouvriers de l'exploitation et les mécaniciens, en satisfaisant brusquement ces derniers. Il a de la mémoire, le frère, mais nous aussi.

Henri GRANGENEUVE.

Le monopole du capital devient de plus en plus une entrave au mode de production qui a grandi sous ses auspices. La socialisation du travail — non de ses produits — la centralisation de ses purs ressorts matériels arrivent à un point où elles ne peuvent plus tenir dans leur enveloppe capitaliste. Cette enveloppe se brise en éclats. Les expropriateurs vont être à leur tour expropriés. *Karl Marx.*

Le riche ne demande pas si le pauvre est coupable, mais s'il est dangereux.

(*Gommonweal.*)

UN ESSAI INTÉRESSANT

MM. Payot et Cie, les éditeurs lausannois, viennent de faire une tentative hardie que toute la presse qualifie de « révolution ». Voici ce dont il s'agit. Jusqu'ici, ceux qui voulaient se procurer les ouvrages des auteurs contemporains devaient débourser 3 fr. 50 par volume. C'était le prix traditionnel. A ce compte-là, on pense bien que nous autres ouvriers étions obligés de nous contenter de lire dans le journal à un sou les analyses des ouvrages sortant de presse. Ce n'est guère autrement que nous avons appris à connaître les noms d'Edouard Rod, de Philippe Monnier, de T. Combe et autres auteurs.

La révolution des éditeurs Payot et Cie réside dans la création d'une collection appelée *Le Roman Romand* et qui embrassera une série de volumes à soixante centimes, contenant, dans un format élégant et commode, la matière d'un roman complet des auteurs de notre époque.

Trois de ces volumes ont déjà paru : *La Carrochone* et *La Marquise*, de Bachelin; *Nouvelles*, de Philippe Monnier; *Scènes de la vie suisse*, par Edouard Rod.

De plus, une nouvelle série à 1 fr. le volume, destinée à la jeunesse, a débuté par *Du Cœur*, d'Edmondo de Amicis.

Il est évident qu'il ne s'agit pas là de littérature révolutionnaire, oh non! Mais nous avons tenu à signaler l'essai des éditeurs Payot parce que, maintenant, pour une somme minime, nous pourrons acheter des volumes que nous avons plusieurs fois désiré lire et faire connaissance avec leurs auteurs. D'ailleurs, à côté de la tendance patriotique et religieuse, qui pointe bien par-ci par-là, il y a de fort beaux passages où les préjugés bourgeois et l'ordre de choses actuel sont flagellés de main de maître. Et on ne peut que recommander à tous les ouvrages de Walter Scott, de Tolstoï, de Plutarque, de Washington Irwing, de Amicis, qui forment le fond de la collection destinée à la jeunesse. Des traductions de l'auteur anglais Irwing ont paru à plusieurs reprises dans les *Temps nouveaux*, de Paris.

C'est dire que les ouvriers désireux de s'instruire pourront profiter de l'initiative des éditeurs Payot et Cie (rue de Bourg, 1) à Lausanne. Notre Service de librairie se chargera de livrer toutes commandes concernant les deux collections créées par les éditeurs lausannois.

FIN DE MANDAT

En donnant sa démission du secrétariat de l'Union des ouvriers charpentiers de la Seine, le camarade J. Bernard a expliqué les raisons qui l'ont guidé. Elles méritent d'être méditées. Voici un passage de l'article « Fin de mandat » qu'il a publié dans le Bulletin syndical de juillet :

« En quittant le poste que le Conseil m'avait confié en août 1908, il est nécessaire, je crois, d'expliquer les raisons de mon départ!

« La principale, est qu'un militant ne doit pas occuper dans un syndicat une fonction rétribuée pendant trop longtemps. *Quand il a passé deux ans dans une permanence, il est utile, indispensable même qu'il aille se retremper parmi les camarades et qu'il aille, comme eux, affronter tous les risques de la lutte et les inconvénients qui en découlent.*

« Des camarades bien intentionnés prétendent que lorsqu'un secrétaire de syndicat s'est familiarisé avec tous les rouages de l'organisation, on doit le remplacer le moins possible.

« Tel n'est pas mon avis. Avec ce système, on arrive à créer des indispensables; tout le monde se décharge sur eux de toute action; l'initiative de chacun en subit un fâcheux contre-coup, et, en fin de compte, ce n'est plus un militant qu'a l'organisation, mais plutôt un roitelet.

« Car enfin, un syndicat comme le nôtre, qui dépasse mille adhérents et dans lequel il ne se trouverait pas un noyau de camarades capables d'assurer la besogne de secrétaire à tour de rôle, ce syndicat, dis-je, n'aurait pas lieu d'exister. »

MOUVEMENT OUVRIER INTERNATIONAL

FRANCE

S'il était nécessaire d'avoir une preuve décisive pour pouvoir affirmer que la police règne effectivement en France, le dernier geste de l'homme de l'Elysée ne permet plus le doute.

Fallières a gracié le soldat Graby, qui assassina, en train, une vieille dame pour la voler. Aucune circonstance particulière n'atténuait la portée du meurtre sauvagement accompli et cyniquement avoué.

L'assassin a joui de la clémence présidentielle.

Pour nous, adversaires irréductibles du meurtre légal, ainsi que de l'exercice codifié de la vindicte sociale, ce ne sont point les regrets de savoir cette tête arrachée au bourreau qui dicte notre protestation.

Nous crions notre indignation parce que ce prétendu droit de grâce est une infâme hypocrisie; nous flétrissons le « premier citoyen de France » parce que, désormais, il est acquis que ce fantoche n'agit que sous les ordres de la Préfecture de police. Hier, il tranche la tête à Liabeuf, l'ouvrier rebelle, victime des bandits des « mœurs », et ce malgré les protestations de l'élite intellectuelle et de tous les hommes de cœur indignés; aujourd'hui il gracie Graby *parce que fils, frère, neveu et cousin de policiers*, malgré que son crime — au point de vue juridique — fut sans excuse. Dans le cas Liabeuf, comme dans le cas Graby, Lépine a, manifestement, exigé la décision. Et Fallières y est doublement déshonoré.

La *Guerre sociale*, qui, dans un numéro spécial, proteste véhémentement, proclame que « l'homme qui couvre tous les « scandales, qui autorise tous les crimes, « doit être châtié. Si la sale besogne qu'il « accomplit ne lui plaît pas, qu'il s'en « aille. Si elle lui convient, qu'il l'expie. »

. . . . . .

« Les fleurs qu'il recevra désormais ne « peuvent être que de l'espèce de celles « dont nos amis, les révolutionnaires rus- « ses, dispersent aux quatre vents les tri- « pes des assassins officiels. Et ce sera « cette fois, bonne et saine justice. »

* * *

Dans la région de Villejuif, les briquetiers sont en grève depuis le 19 juin. Ils réclament la journée de dix heures avec un salaire de 70 centimes l'heure.

Les patrons cherchèrent à recruter des renégats pour tâcher de briser la grève. La chasse aux kroumirs fut aussitôt organisée. Mais trouvant cela insuffisant, quelqu'un s'avisa de penser qu'après tout les misérables traîtres à la cause ouvrière n'étaient en somme que les instruments du patronat, et que le principal ennemi c'est toujours l'exploiteur, et que, par conséquent... Bref, on s'aperçut un beau matin que l'usine avait sauté, dans la nuit, sous l'action de la dynamite.

* * *

Enregistrons ce signe des temps : un soir de la semaine dernière, en plein Paris, un galonné invectiva grossièrement un soldat parce que ce dernier avait omis de le saluer. Le pioupiou répondit de la bonne façon. Immédiatement, le public prit fait et cause pour le soldat, et le sous-officier est obligé de se réfugier au poste de police, qui, heureusement pour sa peau vendue, était tout proche. Décidément, tout s'en va.

ITALIE

Décidément, il n'y a plus guère que les cheminots suisses qui sont des employés modèles. En France, les travailleurs des voies ferrées menacent de se mettre en grève; en Italie aussi. Les cheminots italiens, las d'être menés par le bout du nez depuis des années par le gouvernement, font mine d'agir eux-mêmes. Il faut avouer qu'ils ont de bonnes raisons pour cela. Leurs journées de travail sont en moyenne de seize heures, quelquefois davantage. Leurs salaires oscillent entre un minimum de 2 fr. 10 et un maximum qui n'arrive pas à 4 fr. Comme si cela ne suffisait pas, les grosses légumes de l'administration s'amusent, depuis quelque temps, à sévir, en les déplaçant, contre les meilleurs militants. La section de Parme du Syndicat des ouvriers des chemins de fer italiens s'est déjà déclarée prête à marcher. D'autre part, le comité central, dans un récent congrès, a renvoyé la décision définitive en novembre prochain. A ce moment-là, il pourrait bien y avoir du grabuge.

Notons, en passant, que l'*Avanti!* l'organe central du parti socialiste, fait chorus avec les journaux de la réaction pour engager les cheminots à la sagesse et les supplier de ne pas compromettre, par la grève, *leur propre intérêt* et *celui de la nation*. Toujours les mêmes, ces amis du diable et du bon dieu.

HOLLANDE

Ce petit pays semble vouloir donner, ces dernières années, l'exemple de ce que le mouvement syndical *ne doit pas être*. Après la grande grève du bâtiment à Amsterdam, voici qu'un lock-out se dessine à Euschedé (province d'Overijssel), où les patrons de l'industrie du textile vont fermer toutes les fabriques, mettant ainsi plus de 9000 ouvriers sur le pavé, si, avant le 8 août, le conflit dans la fabrique Menko n'a pas pris fin.

Or, sur ces 9000 ouvriers, il y a 3000 syndiqués, divisés en quatre camps : les Unions catholique, chrétienne-réformée, « moderne » (social-démocrates), et révolutionnaire (tactique de l'action directe).

Des délégués de toutes ces organisations se sont réunis pour discuter de l'attitude à prendre. Les révolutionnaires ont proposé de soutenir syndiqués et non syndiqués par un comité d'action commun. Les trois autres organisations n'en ont pas voulu. Traitant d'abord les 6000 non syndiqués de « pique-assiettes », elles les ont abandonnés à leur sort; puis on a décidé que chaque organisation ne viendrait en

Ne buvez pas de bière pendant la grève des brasseurs!

aide qu'à ses propres membres, en sorte que quatre différentes listes pour recueillir des souscriptions seront envoyées dans le pays, abstraction faite encore du mouvement spécial pour soutenir les grévistes de la fabrique Menko.

C'est le plus pitoyable spectacle de division que présentent ainsi les ouvriers organisés vis-à-vis du patronat uni. Ce qui est pire, comme les révolutionnaires ne pourront pas soutenir financièrement, à eux seuls, pendant des semaines, et leurs membres et les ouvriers non organisés, cette division fait prévoir la défaite imminente des ouvriers.

Voici illustrée, une fois encore, l'influence néfaste qu'exercent la politique et la religion dans le mouvement syndical. En Hollande, les organisations ouvrières montrent plus de zèle à se quereller entre elles qu'à combattre ensemble le patronat. Voilà précisément la cause pour laquelle des milliers d'ouvriers, à Euschedé par exemple, qui sont maintenant traités de « pique-assiettes », ont abandonné les organisations auxquelles ils ont appartenu autrefois. Les organisations n'ont pas su les conserver dans leurs rangs par une action commune et vraiment ouvrière. Maintenant que le danger commun aurait pu être le moyen de les ramener à l'organisation, l'occasion qui se présentait est encore une fois ratée.

ACTION OUVRIÈRE

Chez les brasseurs.

Le conflit des brasseurs est terminé. Ainsi en a décidé la commission intercantonale de conciliation réunie samedi à Berne. Cette nouvelle a jeté une certaine stupéfaction dans les rangs de ceux qui suivaient de très près ce conflit mettant aux prises une puissante association patronale et une branche de l'alimentation dont les ouvriers qui s'y rattachent sont syndiqués dans une proportion du 90 p.100. On se souvient que la cause fondamentale du lock-out et de la grève des brasseurs consistait dans la présentation de revendications nettement progressistes et que les patrons trouvaient fortement exagérées. Eh bien! d'après l'arrangement intervenu à Berne, les brasseries se sont engagées à reprendre 500 des ouvriers congédiés ou grévistes (ils étaient 2000 environ). De plus, pour bien marquer que les kroumirs peuvent dormir tranquilles, ceux qui ont lutté ne pourront être repris, en plus des 500, qu'au nombre de 200... « si les besoins du travail l'exigent ». On reste écœuré à la pensée qu'une semblable trahison — le mot n'est pas de trop — ait pu être commise par des gens qui ont la prétention de défendre les intérêts ouvriers.

L'autre jour, nous avons demandé à un des grévistes lausannois son impression sur cet accord. Il nous répondit simplement :

— Nous avons été roulés par notre comité central. Oui, nous avons été roulés par ceux-là mêmes qui nous avaient jetés dans la mêlée. Mais, nous, à Lausanne, nous lutterons encore, car notre dignité nous interdit de nous soumettre à une pareille infamie.

Notre interlocuteur eut ensuite des paroles sévères pour qualifier un système d'organisation qui permet à quelques individus le droit d'engager, sans consulter ceux qui paient.

Nous qui, dès les premiers jours de la lutte, avons mis tous nos efforts et notre temps au service des grévistes — lausannois particulièrement — nous déplorons sincèrement ce résultat. Mais, pour être francs, nous devons ajouter qu'il ne nous étonne pas. Depuis longtemps déjà, nous signalions à ceux qui voulaient nous entendre le danger qu'il y avait à donner à quelques êtres le droit de disposer de la marche des organisations ouvrières. Pour donner le change, on nous a traités plus bas que terre, on nous a gratuitement qualifiés de désorganisateurs de la classe ouvrière. Malheureusement pour nos détracteurs, un fait nouveau vient encore prouver que nous avions raison. Et ce fait est là. Il se dresse comme une trahison et une infamie. Puisse-t-il être une leçon pour les camarades qui en sont victimes.

Il est probable que l'arrangement de Berne sera loin d'être accepté par les ouvriers brasseurs. En vérité, il ne peut pas l'être. Aussi, nous prions instamment tous les travailleurs à continuer la lutte contre le patronat de la brasserie et leur aide aux victimes des maîtres brasseurs... et de leurs copains.

Dans notre prochain numéro, nous reviendrons plus en détail sur cette affaire, bien faite pour dessiller les yeux de tous ceux qui ne sont pas atteint de cécité.

Chez les ouvriers de fabrique.

La grève des ouvriers verriers de Monthey se poursuit, aucun arrangement n'étant intervenu. Deux faits sont à signaler : le premier consiste en des félicitations des autorités de Bex aux grévistes pour l'aide qu'ils ont prêtée au cours des inondations; le second est une réponse des ouvriers de Monthey aux attaques d'un journal soi-disant libéral — le *Confédéré*, pour le nommer — contre ces mêmes grévistes, réponse qui se traduit par le boycott de cette feuille boursicotière.

Les patrons verriers, par leur intransigeance, veulent amener les ouvriers à renoncer à leur syndicat, pour pouvoir instaurer le règne du bon plaisir et de l'exploitation à merci. De leur côté, les grévistes sentent bien que, s'ils n'amènent pas leurs exploiteurs à composition, c'en est fait de leur dignité et des minces avantages qu'ils avaient pu obtenir grâce à leur cohésion. Aussi, sans défaillance, ils continuent la lutte, comptant sur l'appui de leurs frères de misère. Par leur courage et leur persévérance, ils ont conquis la sympathie de tous. Cette sympathie doit se manifester non seulement moralement, mais matériellement. Il y a des camarades qui, depuis le début de la grève, n'ont touché aucun subside, n'appartenant pas à la Fédération de l'alimentation. Ils n'en font pas moins leur devoir. Et nous croyons bien faire d'ouvrir dans nos colonnes, et à leur intention, une souscription à laquelle nous convions tous les travailleurs voulant prouver que les luttes de leurs compagnons ne les laissent pas indifférents.

Chez les Plâtriers-Peintres.

Depuis le 1er août les plâtriers-peintres de La Chaux-de-Fonds sont en grève. Ayant demandé quelques améliorations à leurs patrons, ils se sont naturellement heurtés à un refus. Ces camarades luttent pour une diminution de la journée de travail et une augmentation de salaire correspondante. Souhaitons-leur bonne réussite, et que personne ne se laisse tenter d'aller à La Chaux-de-Fonds faire œuvre de renégat.

Le droit de propriété est la plus déplorable création de nos fantaisies. Je suis convaincu que l'état de communauté est le seul juste, le seul bon, le seul conforme aux purs sentiments de la nature et que, hors de là, il ne peut exister de sociétés possibles et vraiment heureuses.

Turgot, ministre des finances sous Louis XIV.

Travailleur!
Abonne-toi à la
VOIX DU PEUPLE

Organe syndicaliste de grand format paraissant tous les samedis.

Le plus vivant, le plus combatif, le plus intéressant et le meilleur marché de tous les journaux ouvriers

Un an : 4 fr. ★ Six mois : 2 fr.

Ici et là

Un incorrigible politicien.

Pour son meeting de protestation de mardi dernier, l'Union ouvrière de Lausanne avait demandé à la Libre Pensée de Lausanne de s'associer à la manifestation qu'elle organisait, parce que le camarade Duvaud est surtout connu comme militant libre-penseur. Le citoyen Peytrequin, président de la Libre Pensée de Lausanne, fit des pieds et des mains pour empêcher cette entente et chercha à saboter le meeting de l'Union ouvrière en en faisant organiser un autre la veille, dans la même salle.

C'est que le Peytrequin, avant d'être président de la Libre Pensée, est un politicien de marque. Sachant combien ses congénères sont en défaveur, il ne perd pas une des rares occasions qu'il a de les exhiber dans des protestations qui passionnent le monde ouvrier. C'est ainsi qu'il est allé dénicher le mômier Golay, comme orateur. Après celle-là on peut tirer l'échelle! Le pettavelliste Golay, qui a été nommé instituteur à Clarens après un semblant d'examen, mais sur la chaude recommandation de deux pasteurs membres de la commission scolaire qui ont démontré à leurs collègues l'action que pourrait exercer le chrétien Golay sur la classe ouvrière, venant protester en faveur de Duvaud, victime des agissements de la cléricanaille protestante!! Il n'y a qu'un politicien pour trouver une fumisterie de ce calibre.

C'est la répétition des mêmes manigances qui se sont produites lors des protestations en faveur de Ferrer.

Il faut que cela finisse. La Libre Pensée ne peut être mise à la remorque du parti socialiste-mômier de Lausanne. Et si elle ne veut pas se suicider moralement, elle enverra le vaniteux Peytrequin exercer ailleurs ses talents de virtuose. Elle n'y perdra rien, car le bonhomme est aussi ignorant que les ignorantins qu'il combat avec la prose... des autres. Grâce à de complaisants anonymes, et sachant avantageusement se parer des plumes du paon, il a pu en imposer jusqu'ici. Et l'on ignore généralement son incapacité notoire à rédiger quoi que ce soit. Mais patience! Tout a une fin. Et les outres, même celles qui ne sont pas très gonflées, finissent toujours par crever.

Le coup de pied d'un âne rouge.

Dans la *Voix du Peuple* du 11 au 17 juin, le camarade H. Baud avait placé en regard des citations d'articles du rédacteur du *Gutenberg* et du grand chef de la jaunisse typographique. Le lecteur le moins clairvoyant pouvait ainsi se rendre compte que réformistes et jaunes offrent de nombreux points de contacts. Il n'y avait rien à ergoter, les citations étant authentiques et les sources en étant indiquées. Aussi le rédacteur du *Gutenberg* se garda-t-il bien de faire du bruit au sujet de cette communauté d'idées. Mais son poste vient d'être supprimé et une commission de rédaction s'installe à sa place. Et il profite du dernier numéro qu'il a le pouvoir de cuisiner pour dire que sa pensée a été «volontairement tordue et dénaturée» par le chef des jaunes et il laisse aux lecteurs du *Gutenberg* le soin d'apprécier la «loyauté» des procédés du confrère Baud.

La malice est cousue de fil blanc. Les typos en ont plein le dos des polémiques personnelles qu'a soulevée la partialité des rédacteurs centralistes du *Gutenberg*. En attendant jusqu'au 1er août pour contester des faits incontestables, le rédacteur qui s'en va s'imagine provoquer une violente rectification. Cela lui permettra de soutenir que la commission décentralisée qui vient d'être instituée ne vaut pas mieux que le système du rédacteur unique et qu'elle ne peut empêcher des polémiques personnelles. Mais nous ne tomberons pas dans le panneau du gros malin. Il roupille trop; il ne s'est pas levé assez tôt cette fois-ci.

La question du lait

On a fait grand bruit, ces temps derniers, autour du renchérissement du prix du lait. Les journaux bourgeois ont reçu, sur cette question, de nombreuses correspondances protestant contre cette hausse non justifiée. En effet, chacun sait que les laits se vendent en gros par contrats passés un an à l'avance et que ces engagements se terminent d'une façon générale en octobre. Alors pourquoi nos marchands de lait se permettent-ils de renchérir dès maintenant cet aliment indispensable à nos ménages et surtout à nos enfants? C'est que, depuis quelques semaines, le temps s'est fait mauvais, le ciel s'est fait méchant! Les producteurs ont vu leurs champs dévastés par les inondations. Impossible de rentrer les fourrages. La misère, quoi! Et pour remédier à cet état de choses, les acheteurs en gros du lait, spéculant sur les malheurs du producteur, ont trouvé le remède idéal : la hausse du prix du lait!

L'Union ouvrière de Lausanne n'a pas voulu laisser passer cette occasion de défendre les intérêts du peuple et a convoqué, le mardi 26 juillet, tous les comités des syndicats de la place. Une discussion fort intéressante a eu lieu et le comité de l'Union ouvrière a été chargé de faire une enquête sur les causes de cette hausse.

Des renseignements obtenus, il ressort que ce commerce du lait, à Lausanne, est entre les mains de deux grandes associations : la Laiterie agricole et la Laiterie modèle. Tous les autres marchands dépendent de ces deux associations qui leur fournissent soit le lait, soit le crédit nécessaire aux achats.

Ce n'est donc pas à ces petits commerçants qu'il faut s'attaquer. Ce sont les grands marchands, assoiffés de gros bénéfices, que nous devons atteindre. Comment faire pour arriver à ce but? L'Union ouvrière de Lausanne cherche les voies et moyens à employer à cet effet. P. V.

Femmes qui ne voulez pas que votre fils ou votre mari soit jeté sur le pavé après 20 à 25 ans de travail chez un patron, n'achetez plus la TRIBUNE DE GENEVE.

BIBLIOGRAPHIE

Nous avons reçu :

1. Le quatrième volume des *Œuvres de Michel Bakounine*, édité par la librairie Stock, à Paris (XII-512 pages). — Prix : 3 fr. 50. Cet ouvrage contient des écrits appartenant encore à la période de la guerre et de la Commune, et se rattachant au livre inachevé que l'auteur intitulait l'*Empire knouto-germanique et la Révolution sociale*. Signalons entre autres une suite inédite des *Lettres à un Français* (1870), un *Préambule* et un *Avertissement* qui devaient être placés en tête de son grand ouvrage (1871), et un *Fragment* assez étendu, écrit au lendemain du congrès de La Haye (1875). On retrouve dans tous ces morceaux la hardiesse de pensée et la verve entraînante qui caractérisent Bakounine.

2. La *Vie ouvrière*, No 20, rue Dauphine, 42, Paris 6e. — Abonnement pour la Suisse : 3 mois 3 fr., un an 12 fr.

On peut se procurer tous les ouvrages que nous annonçons en *Bibliographie* au Service de librairie de la Fédération des Unions ouvrières, Pully-Lausanne.

PETITE POSTE

André T. — Reçu lettre. La publierons sitôt que la place le permettra.

B. F., Vevey. — Tu ne dois plus que l'année 1910, soit 4 fr., que tu peux payer en deux fois.

Oscar. — Peux-tu nous faire parvenir le montant de la facture de B., soit 20 fr.?

Henri V. — Avons réclamé à la poste. Faut-il t'envoyer les numéros qui te manquent? Signale-nous la première nouvelle irrégularité.

M. à Monthey. — Nous expédions toujours le journal à G. Faut-il le supprimer?

G. H. — Article arrivé trop tard.

AVIS ET CONVOCATIONS

Union ouvrière de Lausanne. — Mardi 9 août, à 8 h. précises, au local, Maison du Peuple (salle 3) : réunion du comité; à 8 heures et demie, assemblée des délégués.

SOUSCRIPTION

pour les grévistes verriers non syndiqués de Monthey, qui ne touchent aucun subside de grève.

J. W.	5,—
Imp. des U. O.	5,—
H. B.	0,50
Féd. des U. O.	5,—
	15,50

SOUSCRIPTION

pour l'extension de la Voix du Peuple, *en réponse à la coalition des mômiers et des socialistes-jaunes.*

Total au 27 juillet	Fr. 16,45
Th. M.	0,40
P. S., Genève	0,50
Un libre-penseur	1,—
Versement du Service de librairie	10,—
J. F., Vallorbe	0,50
A. B., Lausanne	0,50
Total au 3 août	Fr. 29,35

COMPTES DU JOURNAL

Recettes.

Abonnements : Lausanne, 6,27; Vevey, 3,—; Paris, 6,—; Yverdon, 8,12; — Berne, 4,—; Monthey, 6,—; Genève, 6,—	Fr. 39,39
Vente au numéro : Lausanne, 2,20, 15,15; Vevey, 7,10; Genève, 10,—	34,45
Agence des journaux	88,15
Souscription	12,90
Total des recettes	Fr. 174,89
Dépenses.	
Comp. et tirage du No 31 (1800 ex.)	96,50
Achat d'un registre	8,—
Expédition des paquets en juillet	39,95
Total des dépenses	Fr. 144,45
Déficit au 27 juillet	Fr. 590,93
Déficit au 3 août	560,49

Editeur responsable : Henri BAUD.

L'administration, la rédaction et la composition de LA VOIX DU PEUPLE sont entièrement exécutées par des ouvriers syndiqués.

Pully-Lausanne. — Imprimerie des Unions ouvrières, à base communiste

SERVICE de LIBRAIRIE des UNIONS OUVRIÈRES

Vient de paraître

L'éducation sexuelle, par J. Marestan. Précis populaire d'anatomie sexuelle. Hygiène et préservation des organes génitaux. Moyens scientifiques d'éviter la grossesse. — 250 pages, 2 fr. 75 franco.

L'art et le peuple, par M. Robin, une brochure, franco 20 centimes.

La Social-Démocratie, par H. Guibeaux, historique du mouvement socialiste allemand, franco 20 centimes.

Croissez et multipliez, par J. de l'Ourthe, franco 15 centimes.

Chansons pour rire rouge et jaune, franco 25 centimes.

LEUR PATRIE

par Gustave Hervé, volume de 315 pages, contient l'exposé de la doctrine connue sous le nom de hervéisme. Vendu jusqu'ici au prix de 3 fr. 50, il vient d'être publié en édition populaire, à la portée de tous. Nous l'envoyons franco au prix de 1 fr. 05.

Les employés de magasin, par L. et M. Bonneff, 32 pages, 20 cent. franco.

L'Internationale, Documents et Souvenirs (1864-1878), tome IV, par James Guillaume. Un volume in-8o de 336 pages, vendu 5 fr. en librairie et que nous pouvons céder, par suite d'une faveur spéciale de l'auteur, au prix de 3 fr. 50 franco.

Réformes, Révolution, par J. Grave, volume de 370 pages, 3 fr. 25 franco.

La Préservation sexuelle (Dr Tay)	1 05
Génération consciente (Sutor),	0 80
Moyens d'éviter les grandes familles	0 35
Ayons peu d'enfants; pourquoi et comment (E. Chapelier)	0 20
Controverse sur le néo-malthusianisme (Robin)	0 25
Contre la nature (Robin)	0 15
Le problème de la population	0 20
Vers régénérateurs (Robin)	0 35
Rapports aux Congrès	0 30
Limitation des naissances (Dubois)	0 20
Pain, loisir, amour (Robin)	0 15
Coupe du bassin de la femme, etc.	0 20
Libre amour, libre maternité	0 15
Population, prudence procréatrice	0 15
Malthus et les néo-malthusiens	0 15
Tous les renseignements sur le malthusianisme théorique et pratique	0 45
La Grève des Ventres	0 15
Chair à canon (M. Devaldès)	0 20
Dégénérescence de l'espèce humaine; causes, remèdes	0 15
Bréviaire de la femme enceinte	4 60
Le droit à l'avortement	3 25
De l'avortement. Est-ce un crime?	3 60
Féconde, roman (Daniel Riche)	3 25
Eléments de science sociale	3 25
Prophylaxia sexualis (Tay)	4 80
Moyens d'éviter la grossesse	1 30

BROCHURES DIVERSES

L'A. B. C. syndicaliste (Yvetot)	0 20
Bases du syndicalisme (Pouget)	0 15
Le Parti du Travail (Pouget)	0 15
La C. G. T. (Paul Delesalle)	0 15
Le Syndicat (Pouget)	0 20
La grève (Delesalle)	0 15
Deux méthodes du Syndicalisme	0 15
Précurseurs de l'Internationale	1 05
La Responsabilité et la Solidarité dans la lutte ouvrière, Nettlau	0 15
Grève générale réformiste et grève générale révolutionnaire (C.G.T.)	0 15
Le Machinisme (Jean Grave)	0 15
Syndicalisme et révolution (Pierrot)	0 15
Travail et surmenage (Pierrot)	0 20
Le syndicalisme dans l'évolution sociale (Jean Grave)	0 15
La grève générale politique (Grimm)	0 25
Grève intermittente et sabotage	0 15
La Tuberculose, mal de misère	0 10
Boycottage et sabotage (C. G. T.)	0 15
Commandite égalitaire généralisée	0 15
Syndicalisme et Socialisme	0 65
La Confédération Générale du Travail, par Emile Pouget	0 65
La décomposition du marxisme	0 65
Le parlementarisme et la grève générale (Dr Friedeberg)	0 15
Leur grève et la nôtre (Bertoni)	0 15
Patrie, Guerre et Caserne	0 15
Militarisme (Nieuwenhuis)	0 15
Le mensonge patriotique	0 15
Travailleur, ne sois pas soldat! (Louis Bertoni)	0 05
Colonisation (Grave)	0 15
Contre le brigandage marocain	0 20
La Guerre (Mirbeau)	0 30
La danse des milliards	0 15
La Mano Negra	0 15
Evolution de la morale	0 30
Justice!	0 20
Prenons la terre	0 10
De l'incohérence à l'assassinat	0 15
Quelques remarques sur le paupérisme	0 35
Le clergé, les royalistes et les jaunes	1 25
Le militarisme (Fischer)	0 20
Mystification patriotique et solidarité prolétarienne	0 15
Le congrès de Stuttgart et l'antipatriotisme (Hervé)	0 15
L'Antipatriotisme (Hervé)	0 15
La colonisation (Grave)	0 15
Lettres de pioupious (Henry)	0 15
Le Manuel du Soldat	0 15
Le prêtre dans l'histoire de l'humanité	0 30
Les Crimes de Dieu (Faure)	0 20
La peste religieuse (Most)	0 15
Non, Dieu n'est pas (Meslier)	0 15
L'almanach du travailleur	0 35
Communisme et anarchie	0 15
Le désordre social (Hervé)	0 15
Le remède socialiste (Hervé)	0 15
Vers la révolution (Hervé)	0 15
L'école, antichambre de la caserne (Janvion)	0 15
Enseignement bourgeois et enseignement libertaire	0 15
L'hérédité et l'éducation	0 20
Anarchie et communisme	0 15
La grève des électeurs	0 15
Vers la Russie libre (Bullard)	0 45
Un anarchiste devant les tribunaux (Etiévant)	0 15
L'organisation de la vindicte appelée justice	0 15
Les travailleurs des villes aux travailleurs des campagnes (Malato)	0 15
Quelques écrits (Schwytzguébel)	80 c.
La femme et la révolution	0 35
Au café (Malatesta)	0 25
L'éducation libertaire	0 15
Aux jeunes gens (Kropotkine)	0 15
L'Etat, son rôle historique	0 25
Pages d'histoire socialiste	0 30
Les Temps Nouveaux	0 30
Organisation, initiative	0 15
Si j'avais à parler aux électeurs	0 15
La morale anarchiste	0 15
L'amour libre (Vernet)	0 15
L'Immoralité du Mariage	0 15
La Femme esclave (Chaughi)	0 15
Aux Femmes (Gohier)	0 15
Entre paysans (Malatesta)	0 15
A mon frère le paysan	0 10
La panacée Révolution	0 15

Cartes postales assorties de propagande, 60 cent. la douz.

CHANSONS, PIÈCES DE THÉATRE, DESSINS DIVERS

Livres à 3 fr. 25.

Le militarisme et la société moderne.
La Grande Révolution (Kropotkine).
Autour d'une vie (Pierre Kropotkine).
Paroles d'un révolté (Kropotkine).
La conquête du pain (Kropotkine).
La Commune au jour le jour (Reclus)
Etudes révolutionnaires (Guillaume).
Souvenirs d'une morte-vivante.
L'Amour libre (Charles Albert).
Tolstoï et les Doukhobors (Bienstock).
En marche vers la société nouvelle.
Sous la Casaque (Dubois-Desaulle).
Soupes (Lucien Descaves).
Œuvres (Michel Bakounine), 3 vol.
Leur patrie (G. Hervé).
L'anarchie, son but, ses moyens.
La grande famille (Grave).
L'individu et la société (Jean Grave).
La société future (Jean Grave).
La société mourante et l'anarchie.
Psychologie de l'anarchiste socialiste.
Psychologie du militaire professionnel
Le socialisme et le congrès de Londres.
La physiologie morale (Hill).
De la Commune à l'Anarchie (Malato).
Les joyeusetés de l'exil (C. Malato).
Philosophie de l'anarchie (C. Malato).
La Commune (Louise Michel).
Socialisme en danger (Nieuwenhuis).
L'inévitable révolution (un proscrit).
L'évolution, la révolution et l'idéal anarchique (Elisée Reclus).
Au pays des moines (J. Rizal).
Philosophie du déterminisme.
L'unique et sa propriété (Stirner).
Discours civiques (Tailhade).
Les inquisiteurs d'Espagne (Marmol)
Les rayons de l'aube (Tolstoï).
La vie tragique des travailleurs.
Souvenirs d'un révolutionnaire.
Misères du sabre (Descaves).
Temps futurs (Alfred Naquet).
L'Humanité et la Patrie (Naquet).
La révolution vient-elle? (Gohier).
Leur république (Urbain Gohier).
La bonne Louise (E. Girault).
L'antisémitisme (B. Lazare).
Un an de caserne (Lamarque).

L'Internationale, Documents et Souvenirs (James Guillaume). Tome I, 3 fr. Tome II, 4 fr. Tome III, 3 fr. 50. Tome IV, 3 fr. 50.

L'anarchie (Kropotkine)	1 —
L'homme nouveau (Malato)	1 —
Ferrer, sa vie, son œuvre	0 65
Résurrection (Tolstoï)	2 75
Syndicats professionnels	2 —
Le coin des enfants	3 05